



La Lutte contre la manipulation et l'ingérence de l'information étrangère dans les élections au Sénégal

La manipulation étrangère de l'information et l'ingérence électorale ont été les thèmes principaux de l'événement organisé à Dakar le 2 octobre par AfricTivistes et International IDEA. Soutenu par Affaires mondiales Canada, il s'agissait de la première d'une série de quatre consultations nationales organisées dans le cadre du projet [« Lutte contre la manipulation et l'ingérence étrangères liées aux élections » \(MIIE\)](#). Cette initiative vise à renforcer les capacités de la société civile et des institutions étatiques à reconnaître, analyser et contrer la MIIE, en plaçant les droits démocratiques fondamentaux au cœur de chaque étape du processus.

Les participants ont réuni un large éventail d'experts, notamment des décideurs politiques, des diplomates, des journalistes et des chercheurs, pour débattre de la menace croissante de l'ingérence numérique dans les processus démocratiques africains. Des représentants du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), de l'ambassade du Canada et des ministères de la Communication du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, ainsi que des membres de Code for Africa et d'International IDEA, ont assisté à cet événement. Cet événement a marqué une étape importante pour le projet, puisqu'il s'agissait de la première étude nationale lancée dans le cadre de ce projet multinational.

Bien que le rapport se concentre sur le Sénégal, il s'inspire de la méthodologie mondiale d'IDEA International sur les FIMI, intitulée [« Analyse des catalyseurs et incitateurs de la manipulation et de l'ingérence de l'information étrangère liée aux élections : une méthodologie mondiale »](#). Cette méthodologie vise à aider la société civile à mener des analyses approfondies et contextuelles de la manipulation et de l'ingérence étrangères lors des élections. Cette approche identifie les catalyseurs (vulnérabilités politiques, technologiques, sociales et juridiques qui rendent la manipulation possible) et les incitateurs (motivations qui poussent les acteurs étrangers (et parfois nationaux) à les exploiter). En combinant la collecte de données à l'expertise locale, ce cadre permet aux acteurs nationaux de proposer des réponses juridiques, institutionnelles et civiques qui renforcent la résilience démocratique tout en préservant les libertés fondamentales.

En tant qu'organisation panafricaine qui promeut et défend les valeurs démocratiques, les droits humains et la bonne gouvernance par le biais des technologies civiques, [AfricTivistes](#) a appliqué ce cadre au contexte sénégalais pour produire le premier rapport analytique national sur les FIMI, basé sur la

méthodologie mondiale d'IDEA. Présenté lors de l'événement, le rapport offre une meilleure compréhension de l'influence des acteurs étrangers sur le paysage informationnel sénégalais en période électorale.

Le rapport souligne le statut du Sénégal comme pays le plus résilient d'Afrique de l'Ouest face aux FIMI, avec un score de 60 sur 100 selon [l'indice 2023 de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne](#). Cependant, comme le révèlent les résultats, résilience n'est pas synonyme d'immunité. Trois principaux domaines de vulnérabilité sont identifiés : technologique, médiatique et institutionnel.

1. L'absence de réglementation rigoureuse des plateformes numériques a engendré des faiblesses technologiques, permettant l'exploitation des données personnelles et la diffusion de la désinformation, notamment lors des élections. L'élection présidentielle de 2019 en est un parfait exemple, avec des preuves d'ingérence étrangère de la part d'entités en Israël, au Nigéria et en France, par le biais du microciblage (diffusion de messages hautement personnalisés pour influencer les individus) et de campagnes basées sur les données pour façonner les récits en ligne.

2. La fragilité de l'écosystème médiatique, où la dépendance économique aux financements politiques et étrangers a accentué la polarisation éditoriale et érodé la confiance du public. Des acteurs extérieurs ont exploité les lacunes institutionnelles pour influencer l'espace médiatique national, profitant d'une réglementation et d'une modération limitées des contenus politiques en ligne et des sources d'information étrangères. Cela a permis à la puissance d'influence d'acteurs comme la Russie et la Chine de s'accroître régulièrement.

3. La manipulation de l'information étrangère constitue non seulement une menace extérieure, mais aussi un défi de gouvernance nationale, qui exige une collaboration renforcée entre les institutions publiques, les acteurs médiatiques et la société civile. Cheikh Fall, président d'AfricTivistes, a abordé ce sujet lors de l'événement, soulignant la mission plus large de l'organisation :

« Nous ne pouvons pas préserver nos démocraties si nos citoyens ne savent plus à quoi se fier », a déclaré M. Fall. « En luttant contre la manipulation par la connaissance, la collaboration et une gouvernance fondée sur les droits, nous bâtissons une Afrique plus transparente et plus résiliente. »

Pour renforcer l'infrastructure démocratique du Sénégal, le rapport propose plusieurs mesures concrètes. Il s'agit notamment de la création d'une autorité nationale de régulation des médias afin de promouvoir la transparence et le pluralisme tout en protégeant la liberté d'expression, et du développement de modèles de financement des médias indépendants pour réduire la dépendance à l'égard de l'étranger. Il appelle également à l'intégration de programmes d'éducation aux médias dans l'éducation civique afin de permettre aux citoyens et aux journalistes de reconnaître et de réagir aux manipulations.

Le rapport préconise également la création de mécanismes d'alerte précoce et de cadres de coordination interinstitutionnels pour permettre une surveillance et une réponse en temps réel aux manipulations involontaires. Il est important de noter que toutes les recommandations sont fondées sur le respect des droits fondamentaux, soulignant que la lutte contre la désinformation ne doit jamais justifier la censure ou les restrictions arbitraires à la liberté d'expression.

Sebastian Becker, chargé de programme associé pour la numérisation et la démocratie chez International IDEA, a souligné que « la résilience des démocraties dépend non seulement d'institutions solides, mais aussi de citoyens informés et d'écosystèmes médiatiques responsables ». Il a ajouté que la méthodologie « place la société civile au cœur de cette défense, en la dotant des outils d'analyse nécessaires pour comprendre et anticiper les manipulations ».

Un thème récurrent parmi les intervenants a été le rôle de la transparence et de la confiance comme fondements d'une démocratie résiliente. Des représentants du ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Économie numérique ont réaffirmé l'engagement du gouvernement à protéger l'espace informationnel national, tandis que les dirigeants d'AfricTivistes ont souligné l'importance de la collaboration entre l'État et la société civile.

Dans son discours d'ouverture, Adama Sow a exploré les notions de souveraineté de l'information et de démocratie, appelant à une réponse collective et contextualisée aux défis numériques du XXI^e siècle. La table ronde suivante, animée par Sow, a réuni des experts, dont le Dr Sylla Sow, Papa Ismaïla Dieng et Sebastian Becker, qui ont discuté des moyens pratiques d'anticiper et de contrer les manipulations lors des cycles électoraux. Les intervenants ont également souligné l'urgence d'élaborer un cadre politique africain pour la régulation des plateformes numériques privées, soulignant que les entreprises technologiques mondiales comme Facebook disposent désormais de budgets dépassant ceux de ministères nationaux entiers.

Ce dialogue national de Dakar marque le début d'un processus régional plus vaste. Dans les mois à venir, des consultations similaires se tiendront en Côte d'Ivoire, en Macédoine du Nord et en Moldavie, contribuant chacune à une analyse comparative et à un ensemble commun de recommandations politiques visant à protéger l'intégrité électorale dans le monde entier. Au cours de l'année à venir, le projet poursuivra son dialogue avec les organisations de la société civile et les acteurs électoraux afin d'élaborer des réponses démocratiques aux défis complexes de l'intégrité de l'information dans le pays.